

Cambodge

L'espoir que la Loi foncière 2001 ainsi que la Loi forestière 2002 pourrait améliorer la sécurité foncière des peuples autochtones grâce au Titre de propriété collectif / communal (*Collective Land Titling - CLT*) ne porte toujours pas ses fruits en 2018. A la fin de l'année 2018, seulement quelques communautés villageoises avaient définitivement acquis un CLT¹. Dans le même temps, l'occupation de territoires traditionnellement occupés par les peuples autochtones ne cesse de progresser, avec la complicité du gouvernement en charge de la gestion des communautés affectées qui n'hésite pas à utiliser la force voire même l'usage de la loi pour déplacer les populations et couper ce qui reste de forêts cambodgiennes². Ce bref chapitre entend mettre en lumière l'expérience amère de cinq membres des peuples autochtones qui se sont battus pour faire entendre leur droit afin de protéger les ressources naturelles de leur environnement immédiat, et les conséquences de leur engagement, ayant en tête que ces cinq cas de figure ne représentent qu'une infime partie des cas existants³.



Un activiste écologique de la vallée d'Areng attaqué

La vallée d'Areng se situe au sud-ouest du Royaume dans la province de Koh Kong, frontalière avec la Thaïlande. Un activiste de cette vallée d'Areng fut menacé d'être tué par des membres du pouvoir administratif d'une commune localisée dans les montagnes des Cardamomes. Une plainte a été déposée à la police de la commune⁴, qui ne fit aucun effort pour investiguer le cas. Face à une telle inertie, la victime décida de s'enfuir de sa maison avec sa famille afin de se cacher temporairement dans un endroit reculé pour

des raisons de sécurité personnelle. Après deux mois de retraite forcée, et suite à un accord conjoint des deux partis à s'occuper de l'affaire, la personne menacée retourna seule dans son foyer – le reste de la famille continuant pour d'évidentes raisons de sécurité de rester à l'écart – afin de tenter de poursuivre, moyennant protection des forces de l'ordre, une action en justice face à la menace dont il était l'objet. Un soir mai 2018, un coup de feu fut tiré en sa direction alors que la personne sortait de sa maison. Par chance, la balle passa à côté et il en réchappa de justesse. Suite à cet incident, la victime confia à des proches que *« je me sens désormais très vulnérable et je crains pour ma sécurité personnelle. Si cette fois ils m'ont loupé, la prochaine fois il ne me rateront pas et je mourrai s'ils m'attaquent encore. Cette attaque est terrifiante et je demande à ce que les forces armées interviennent en renfort avec la police »*. La victime assistée par des associations khmères travaillant pour les droits de l'homme continuent à exiger des autorités qu'elles s'occupent vraiment de l'affaire afin d'amener le ou les coupable(s) en procès. La victime identifia deux motifs majeurs pour la menace et l'attaque dont il est l'objet.

« J'étais en ancien membre du parti d'opposition, le Cambodia National Rescue Party (CNRP)⁴, et certaines personnes tenaient à ce que j'aille rejoindre le Parti populaire khmer (PPC). Mais j'ai toujours refusé. Deuxièmement, je suis un activiste environnemental et les idées que je défends pour la protection de la vallée font de moi un être indésirable. J'étais une gêne pour les marchands de bois qui ne pouvaient pas couper le bois impunément comme ils l'entendaient. Il se trouve que certains d'entre eux avaient la complicité tacite de certains membres des autorités locales. A un certain moment et suite à ce conflit d'intérêt, les activistes et les coupeurs illégaux de bois commencèrent à s'affronter et entrèrent en total conflit »⁵

LICADHO (Ligue Cambodgienne de défense des droits de l'homme) une des plus importantes organisations cambodgiennes des droits de l'homme) appela pour une urgente mobilisation de la part des autorités gouvernementales à prendre sérieusement l'affaire en main et faire justice. Un membre de LICADHO nous témoigna :

« Alors que nous négocions avec les deux partis (autorités et victime) il fut demandé au personnel du gouvernement s'ils étaient eux-mêmes soumis à des pressions. Ces derniers n'osèrent pas répondre à la question et tentèrent à chaque fois d'éluder cet aspect. Cela dit, cela ne fait presque aucun doute que certains individus bien placés, ou tout au moins suffisamment connectés, aient la capacité d'interférer. Il en ressort que la police ne peut remplir normalement son rôle, en dépit de l'accord tacite qui fut pourtant validé par les deux partis, comme quoi il s'agissait bel et bien d'un cas criminel avec tentative de meurtre prémédité. Il devrait y avoir une enquête indépendante cherchant par tous les moyens à savoir qui sont le ou les auteurs de cette action ».

L'officier des droits de l'homme qui se pencha sur l'affaire découvrit que la personne à qui l'on intenta de tirer dessus était déjà l'objet de discrimination depuis un certain temps, et que sa vie fut en danger après qu'il ait collecté des pétitions villageoises à destination du Ministère de Développement Rural et d'autres institutions en vue de demander aux autorités phnompenhoises d'intervenir pour accélérer l'identification des terres autochtones dans la vallée d'Areng⁶. L'activiste en question, soucieux de ne pas trahir son adhésion au parti d'opposition (même quand ce dernier fut nationalement

dissout en 2017 suite à un jugement douteux de la Cour suprême), s'était déjà opposé, moyennant plaidoyer incessant, à la construction d'un barrage dans cette vallée d'Areng.

Des activistes kuy subissent plusieurs arrestations arbitraires.

Depuis plusieurs années, un activiste de la province de Preah Vihear s'est engagé avec d'autres villageois dans une lutte tenace pour sécuriser la terre agricole et empêcher la prédation non régulée des ressources naturelles au sein de sa communauté.

Les deux cas les plus flagrants d'accaparement de terres arables concernent deux grosses compagnies : China Group et Dellcom Cambodia. Ces joint-ventures agro-industrielles sont parvenues à s'associer avec les autorités provinciales et ont pour dessein de prendre une partie du territoire traditionnellement utilisé par les Kuy (une des communautés autochtones cambodgienne la plus importante démographiquement parlant). Qui plus est, nombre de villages kuy localisés dans le centre et le sud de la province ont des démêlés avec des individus pratiquant l'extraction minière ainsi que, plus récemment, avec des compagnies n'ayant pas d'autorisation officielle de perpétrer cette activité.

L'activiste en question s'est depuis longtemps chargé de mobiliser sa communauté pour parer aux activités de ces compagnies qui menacent de plus en plus le territoire kuy : protestations, pétitions, négociations, blocage de route. Malgré ces tentatives pacifiques souvent vaines, la communauté kuy surmonta de nombreux défis, y compris plusieurs arrestations arbitraires ordonnées par les autorités locales, notamment le chef de district de l'administration concernée. Aujourd'hui encore, malgré la volonté des Kuy d'engager un dialogue avec le pouvoir local, plusieurs Kuy connus pour leur revendication, constamment perçus comme des fauteurs de troubles, continuent à recevoir menaces véhémentes, anonymes ou directes, si jamais leur engagement continue. Il leur est exigé de faire silence, de respecter l'ordre imposé et de ne pas faire objet de sédition. Ces menaces sont les plus évidentes des multiples intimidations que la communauté subit eu égard à l'intrusion des deux compagnies implantées dans le secteur.

Un des autres dangers résulte du déversement de résidus de substances chimiques, sans compter d'autres formes de pollution de l'eau et de l'air contribuant à des risques patents (même si non encore scientifiquement démontrés) de troubles physiques et aussi mentaux. Nombreux sont les paysans kuy à ne plus être en mesure de pratiquer leur agriculture dans les espaces traditionnellement réservés dédiés à cet effet vu que les deux compagnies occupent ou bloquent l'accès à ces terres. Femmes et enfants sont les plus particulièrement affectés par ces restrictions et privations dans la mesure où l'accès aux produits non ligneux de la forêt est de plus en plus difficile. Il en résulte, d'après une étude réalisée par les auteurs de cet article, une perte significative des revenus tirés de la cueillette et du ramassage, le tout aggravé par l'abandon des écoles primaire et secondaire de jeunes filles et garçons. Plus encore, la pollution des eaux a décimé une partie du cheptel domestique et de nombreuses communautés font le choix de ne plus utiliser l'eau, pour quelque usage que ce soit, traditionnellement à disposition.

Dans un autre village kuy de la province de Preah Vihear, un autre activiste joue de longue date un rôle vital et accompagne les membres de sa communauté dans leur quête

de justice sociale et environnementale. En 2017, le nombre de terres qui fut soustrait aux peuples autochtones ainsi que les coupes de bois massives illégales ont considérablement augmenté, tout spécialement à cause d'une concession foncière économique accordée par le gouvernement à la compagnie chinoise Heng Fu. La terre accaparée, toujours sous le couvert de la loi, était depuis des temps immémoriaux utilisée par les peuples autochtones pour l'essartage, la préservation de forêts, l'utilisation collective de ressources naturelles et de certaines portions de terres, et la protection des forêts habitées par les génies des lieux. Trois territoires kuy ont été particulièrement affectés : Tbeng Meanchey, Chey Sen et Chheb. Nombreux sont les femmes et les hommes kuy à faire tout ce qui leur est possible pour protéger leurs terres, leurs forêts et leurs champs destinés à être cultivés. Ces actions incluent, pour n'en citer que les plus communes, camper sur les terres disputées, patrouiller (en vue de prendre sur le fait les coupeurs clandestins) et organiser des protestations. Suite à ces activités menées collectivement et volontairement, huit activistes ont été menacés puis mis en procès en 2008. Une des actions la plus notoire qui fut reproché par la cour provinciale à certains d'entre eux est d'avoir bloqué deux bulldozers depuis 2014 appartenant à une compagnie chinoise ayant empiété sur les terres kuy, en dehors de la concession qui lui était accordée.

L'activiste a reçu de nombreuses menaces physiques ainsi que des menaces d'emprisonnement de la part de la police locale. Refusant de se laisser intimider, il a décidé de ne pas prêter attention à ces harassements et de continuer à soutenir les villageois. Il n'empêche qu'à la fin de l'année 2018, il fut attaqué en diffamation avec d'autres villageois de la même commune pour avoir illégalement obstrué les bulldozers de ladite compagnie chinoise, et pour avoir nui aux efforts du gouvernement visant à promouvoir le développement économique de la région. Soucieux de répondre à cette accusation qu'il estime on ne peut plus injuste, il reçut le support de plusieurs ONG locales, notamment NGO Forum, CCHR (Cambodian Center for Human Rights) et CIYA (**Cambodia** Indigenous Youth Association). Ces organisations firent des conférences de presse, condamnèrent la réaction du gouvernement, et diffusèrent la nouvelle dans les nombreux réseaux sociaux. De son côté, l'activiste légalement menacé se défend comme il le peut en alléguant que toutes les activités de développement engagées par le gouvernement, sont insuffisamment contrôlées et impactent sérieusement les conditions de vie et de survie d'un nombre croissant d'autochtones. Suite à la plainte qui a été déposée contre l'activiste, ce dernier ainsi que des membres de sa famille proche voient leur liberté de mouvement restreinte, n'étant plus autorisés à organiser des réunions collectives ni à prendre parti pour quelque manifestation que ce soit. Bien que constamment menacés et contrôlés, cet activiste a fait preuve d'abnégation remarquable et continue à militer pour la sécurité alimentaire, les conditions matérielles de vie ainsi que la santé aussi bien physique que morale qui, selon lui, sont sérieusement remis en question et méritent une véritable attention.

Par ailleurs, le nombre de migrants est en train d'augmenter considérablement, des migrants khmers ou des autochtones d'autres provinces du nord-est ayant souvent eux-mêmes été victimes de dépossession et de déplacement forcé. Quoiqu'il en soit, les habitants de Preah Vihear déplorent que certains de ces migrants fournissent divers types de drogues, notamment des méta amphétamine, à la jeune population.

La lutte des militants des droits de l'homme pour les autochtones à Mondulkiri.

On trouve dans la province de Mondulkiri un des plus virulent activiste du peuple autochtone bunong. Il est un plus remarquables mobilisateurs capable d'organiser les populations autochtones. Il a deux enfants et il pratique avec l'aide de sa famille l'essartage. Au vu des témoignages patents de discriminations sociales et des violations des droits de l'homme subies par sa communauté d'appartenance, il commença à occuper une position de leader dès 2015. Bien qu'étant conscient des risques encourus, il décida de protester afin de limiter autant que faire se peut les multiples souffrances vécues par ses compatriotes. Il reste convaincu que sans accès et contrôle à leurs terres, les autochtones perdront leur identité, leur culture, leurs traditions, leurs ressources naturelles et leur habitat. Il effectua de nombreux plaidoyers, que ce soit à l'encontre de concessions économiques, de dégradation écologique, d'extraction minière non régulée et de destruction des forêts communales. Il est intervenu personnellement pour tenter d'empêcher des compagnies d'empiéter sur le territoire de son village. Il organisa des blocages de route pour empêcher l'intrusion les machines des compagnies. Il prit part à des protestations collectives, à des manifestations, à des marches et il tenta d'instaurer, malheureusement sans succès, un climat d'entente plus propice avec les autorités locales et provinciales.

Il occupe depuis peu la position de coordinateur du groupe de réseau des peuples autochtones (*Indigenous Networking Group*). Il joue un rôle vital en fournissant assistance directe aux communautés affectées dans les moments de crise. Par exemple, dès que des villageois veulent faire entendre leurs voix, il organise une pétition ou met en forme une revendication et la transmet aux autorités compétentes afin de solliciter leur intervention sans tarder.

Il s'arrange également pour faire passer les messages dans les réseaux sociaux.

Ces activités courageuses lui ont values d'être menacé de façon anonyme, lui et sa famille. La situation est allée s'empirant : il a finalement reçu des menaces de mort qui se sont portées sur l'ensemble de sa famille ; ces menaces l'enjoignaient de cesser toute action allant à l'encontre des intérêts des compagnies et des autorités complices. Il s'en est fallu de peu qu'il soit arrêté quand il fit obstruction à une coupe de bois totalement illégale en 2017. Tout cela ne l'empêche pas d'être fidèle à ses engagements qui restent les mêmes depuis le début. Il dit ne pas être effrayé par la mort, même s'il lui est fallacieusement annoncé que cette menace risque de concerner des membres de sa parenté. Pendant ce temps, son activisme le plonge dans un marasme économique et toute sa famille pâtit de privations matérielles et connaît de vifs traumatismes psychologiques. Au vu de sa persistance à ne pas se laisser intimider, et à vouloir à tout prix respecter son engagement, les autorités locales contrôlent ses déplacements, et font en sorte de limiter son droit à s'exprimer en public, de conduire des assemblées et de simples meetings d'information. Autant de droits bafoués qui sont pourtant inscrits dans les chartres ou traités de plusieurs organisations onusiennes et internationales dont le Cambodge est signataire. Bien qu'ayant déposé une plainte contre ces excès, aucune réaction n'émane de la part des autorités provinciales qui campent sur leurs décisions.

Un autre activiste, également d'origine Bunong, vit à Kbal Romeas, vit à 26km de la capitale provinciale de Steung Treng (nord-est du Cambodge). Il est un militant des droits de l'homme et travaille comme paysan. Comme de nombreux villageois résidant

près de la forêt, les habitants de sa communauté ont de longue date bénéficié des ressources du milieu environnant. Tout cela commença à changer en 2012 quand accord fut signé entre le Royal Group of Cambodia (un consortium national) et la compagnie chinoise Hydrolang International Energy. Cet accord annonçait la construction d'un barrage avec déplacement des populations, riveraines pour l'essentiel. Le barrage avec sa capacité de 400 MW signifiait inéluctablement une dégradation de l'environnement, une disparition de zones de culture, des friches, des forêts adjacentes, ainsi que des aires de protection sacrées où résident les génies de la terre. Le village habité par des Bunong fut, avec deux autres villages laotiens, un des rares villages à résister jusqu'au dernier moment. L'activiste bunong, sa sœur et sa nièce furent entretemps accusés par le gouvernement d'obstruction au « progrès ».

En septembre 2017, la zone habitée fut envahie par les eaux retenues par le barrage. La première chose que firent les villageois fut d'organiser une cérémonie de repentir destinée à calmer les ancêtres, les génies des eaux et de la forêt afin que ces derniers pardonnent aux habitants de ne pas avoir pu protéger le village de l'impact du barrage. Un fait qui se déroula juste après la retenue des eaux mérite d'être relaté. Alors qu'un jour l'activiste se rendait au marché pour faire ses emplettes, un bus de touristes locaux roulant en direction de son village attira son attention. Il vit que la police, appuyée par le gouverneur provincial, était en train de vouloir empêcher le bus de poursuivre son chemin. Celle-ci fut persuadée que l'activiste avait lui-même concocté la venue du bus afin de « faire voir à des journalistes », et de médiatiser l'histoire des déplacements forcés. En réalité, le bus était rempli de Bunong qui se rendaient à une cérémonie religieuse. Alors qu'il déniait l'accusation, le gouverneur du district lui déroba la clé de sa mobylette, le maltraita physiquement et le mit de force dans sa voiture. Après maints déboires, l'activiste parvint finalement à s'échapper, mais il perdit sa mobylette qui fut confisquée par la police. Outre le désagrément économique de cette affaire, la personne fut profondément affectée physiquement et mentalement. Sa famille lui demanda d'arrêter toute forme d'activisme et de se tenir à carreau. Au moment où les auteurs écrivent ces lignes, la mobylette ne lui avait toujours pas été rendue.

Notes et références

1. Op. cit. CCHR, 2016. 11 communities, out of an estimated 500
2. Despite the passage of national legislation that bans the logging of Cambodia's forests, the CPP state has a long history of complicity in the illegal logging industry in which Hun Sen and his family are directly implicated. See Global Witness 2016 at <http://bit.ly/2IR1Djs>
3. The cases cited here have been shared by the victims to the authors of this article to be used in *The Indigenous World 2019*
4. See Phnom Penh Post, "Death of democracy: CNRP dissolved by Supreme Court ruling" at <http://bit.ly/2I1leAS>
5. This quote comes from a local news source which has been kept anonymous to protect the identity of the activist.

Les activistes de cette section nationale ont souhaité rester anonymes afin de protéger leur identité et de préserver leur sécurité et celle de leurs familles. Cet article a été produit par l'Alliance des peuples autochtones du Cambodge (CIPA). CIPA est une alliance d'organisations, associations et réseaux de communautés autochtones et de peuples..

Source : IWGIA The Indigenous World 2019

Traduction pour le GITPA par **Frédéric Bourdier**, membre du réseau des experts du GITPA pour l'Asie du sud-est

